

Abdullah Gül : « le monde ne s'arrête pas à l'UE »

vendredi 28 janvier 2011, par [Pierre Rousselin](#)

Le président turc, qui recevra bientôt Nicolas Sarkozy, espère que le chef de l'État aura une « meilleure image » de son pays.

Le président Abdullah Gül a reçu Le Figaro en marge de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, à Strasbourg.

LE FIGARO. - Les négociations en vue de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne sont dans l'impasse. Y croyez-vous encore ?

Abdullah GÜL. - Notre candidature est un choix stratégique et l'Union européenne s'est engagée, à l'unanimité, il y a cinq ans, à négocier cette adhésion. Le respect des engagements pris est une valeur fondamentale de l'Union européenne. Il est clair que l'on a mis des obstacles devant nous. Mais le monde ne s'arrête pas à l'Union européenne. Le choix stratégique que nous avons fait en sa faveur ne nous empêche pas de développer les relations que nous avons établies partout dans le monde.

Les opinions publiques en Europe ne sont pas favorables à l'adhésion de la Turquie. Comment espérez-vous leur faire changer d'avis ?

Je ne suis pas tout à fait d'accord avec vous sur l'état de l'opinion. Et puis nous n'allons pas adhérer demain. Si les négociations s'achèvent avec succès, des pays comme la France tiendront un référendum. Si les peuples disent non, nous respecterons leur décision. Mais il faut être honnête. Tout dépend comment on présente les choses. Si l'on dit aux opinions que la Turquie va prendre une partie du gâteau européen, évidemment, elles diront non. Mais si l'on explique que la Turquie va agrandir le gâteau, c'est différent. La Turquie a un très grand potentiel. C'est la sixième économie européenne. C'est un pays qui se trouve sur les carrefours énergétiques de l'Europe, qui contribue à sa sécurité. Si, malgré cela, l'opinion publique pense que la Turquie ne contribue pas au gâteau européen, nous respecterons cette décision. Et puis, comme en Norvège, ce sera peut-être l'opinion publique turque qui, en fin de compte, dira qu'elle ne veut pas faire partie de cette Union. Mais tout cela n'est pas d'actualité. Nous en sommes aux négociations et c'est dans ce cadre que des erreurs de stratégie sont commises.

Les sondages en Turquie sont déjà défavorables à l'UE...

Une majorité de Turcs est favorable à l'adhésion. Le pourcentage peut tomber lorsqu'il y a des prises de position qui sont considérées en Turquie comme une insulte.

Le président Nicolas Sarkozy se rend le 25 février à Ankara. Pensez-vous que cette visite peut faire évoluer l'idée qu'il se fait de la Turquie ?

Tout d'abord, ce n'est pas une visite officielle. Le président vient, dans le cadre du G20, pour une réunion de travail. Je pense qu'il a une image de la Turquie qui ne correspond pas à la réalité. Il est bon qu'il vienne se rendre compte de l'évolution qu'a connue la Turquie. Avec le président Sarkozy, nous parlons ouvertement de nos sujets de désaccord dans un respect mutuel. Ce qui compte, ce sont les relations d'amitié entre nos deux peuples.

Les intérêts économiques français peuvent-ils être pénalisés par le différend sur l'UE, lors de l'octroi d'un contrat dans le nucléaire, par exemple ?

Il n'en est pas question. Nos échanges s'accroissent d'ailleurs tous les jours. Mais je dois dire que sans notre désaccord sur l'UE les relations économiques avec la France auraient pris une tout autre dimension.

La Turquie est très active mais on ne l'entend pas beaucoup au G20. Quels sont les dossiers que vous jugez prioritaires ?

La Turquie est la quinzième économie au monde et a très bien résisté à la crise mondiale. Nous avons la plus forte croissance de l'OCDE avec 11%. En ce qui concerne les critères de Maastricht, nous faisons mieux que plusieurs membres de l'UE. Nos primes de risque sont inférieures à celles de treize autres pays. Dans le domaine financier, nous avons mis en œuvre les réformes décidées dans le cadre du G20 et cela a permis à notre système bancaire de résister. Nous allons organiser cet été un sommet des pays les moins développés en liaison avec l'ONU.

Les efforts diplomatiques de la Turquie se multiplient mais n'aboutissent pas, ni avec l'Arménie, ni avec le Liban, ni avec l'Iran ou au Proche-Orient. La politique du « zéro problème » avec les voisins a-t-elle trouvé ses limites ?

Bien sûr, ce n'est pas facile ! Mais cette approche constructive reste nécessaire. La Turquie veut générer de la stabilité dans la région. Nous n'attendons rien en retour. Nous n'avons pas d'objectifs cachés. Notre situation géographique nous mène à rechercher la stabilité pour favoriser la croissance et créer la prospérité autour de nous.

La réunion d'Istanbul avec l'Iran a été un échec. Quelle est la position de la Turquie qui a voté non à la dernière résolution de l'ONU sur les sanctions ?

Malgré notre vote négatif, nous appliquons les sanctions de l'ONU. Mais nous ne sommes pas concernés par celles qui sont prises en dehors du cadre des Nations unies. La réunion d'Istanbul était importante parce que, pour la première fois, l'Iran et ses interlocuteurs étaient réunis autour de la même table. La porte reste ouverte. La Turquie est totalement opposée à l'existence d'armes nucléaires dans la région. Nous voulons résoudre ce problème par la diplomatie, plutôt que par la guerre, comme dans le cas de l'Irak. Je ne comprends pas que l'on puisse nous reprocher de déployer trop d'efforts alors qu'il y va de la paix dans notre région.

La visite du premier ministre Erdogan à Téhéran, l'affaire de la flottille au large de Gaza, le vote contraire aux sanctions contre l'Iran ont fait dire que la Turquie se joignait au front du Hamas, du Hezbollah et de l'Iran contre Israël. Qu'en est-il ?

C'est Israël qui crée un front contre la légalité internationale. Les valeurs défendues par la flottille du Mavi Marmara ne sont-elles pas les valeurs de respect des droits de l'homme et du droit qui sont celles de l'Union européenne ? Nous parlons d'un territoire soumis à un blocus illégal. La Turquie apporte dans la région les valeurs que devrait défendre l'Union européenne.

La Turquie peut-elle être un modèle pour la Tunisie ?

Nous avons avec la Tunisie des relations historiques de fraternité et nous souhaitons que la volonté démocratique puisse s'y exprimer normalement.

Sources

Source : Le Figaro, le 27-01-2010